

Appel à projets 2023 de L'Initiative

Règlement de l'appel

Date de publication : 08/12/2022

Référence : AP-Init-2023-01 [RSS]

RENFORCEMENT DES SYSTÈMES POUR LA SANTÉ A TOUS LES ÉCHELONS (COMMUNAUTAIRE AU NATIONAL)

Clôture de l'appel : 24 JANVIER 2023 A 12:00 (UTC+1)

Demande d'accès au lien Cloud pour téléverser votre proposition : **Dès maintenant et jusqu'au 20 janvier 2023 (dernier délai)**

1. L'INITIATIVE

Lancée fin 2011, L'Initiative est une facilité mise en œuvre par Expertise France et complémentaire du Fonds mondial (FM) de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Elle apporte une assistance technique et des appuis financiers catalytiques aux pays récipiendaires du Fonds mondial pour améliorer l'efficacité de ses subventions et renforcer l'impact sanitaire des programmes financés. Elle contribue ainsi à garantir l'efficacité de la riposte aux pandémies et des systèmes pour la santé.

Parmi les pays éligibles aux appuis de L'Initiative se trouvent les 19 pays prioritaires de l'aide publique au développement de la France et des pays membres de la Francophonie. Les décisions prises lors de la 7^{ème} reconstitution des ressources du Fonds mondial confirment la montée en puissance de L'Initiative et amplifient son potentiel catalytique en renforçant les capacités des acteurs de la santé, en améliorant les cadres institutionnels, politiques et sociaux, et en soutenant des approches innovantes contre les pandémies.

L'Initiative est aujourd'hui un partenaire clé de l'impact du Fonds mondial. Elle confère à la France et à ses acteurs – monde de la recherche, société civile, agences publiques, etc. – une place inédite dans le champ de la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme et des systèmes de santé. Son budget provient d'une fraction de la contribution française au Fonds mondial. La gouvernance de L'Initiative est confiée à un comité de pilotage où le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) a trois sièges, dont celui de président. L'Initiative est placée sous la tutelle du MEAE.

Pour l'année 2023, L'Initiative lance trois appels à projets, complémentaires mais distincts : le présent appel à projets, l'appel AP-Init-2023-01 portant sur le renforcement des systèmes pour la santé à tous les échelons (du communautaire au national), l'AP-Init-2023-02 portant sur le renforcement du rôle des populations clés et vulnérables pour l'amélioration de leur santé et leur bien-être, et enfin l'appel AP-Init-2023-03 portant sur la recherche opérationnelle pour la prévention du paludisme.

2. CONTEXTE

L'Initiative vise l'accès à la santé pour toutes et tous et l'élimination des pandémies de VIH-sida, de tuberculose et de paludisme. Son objectif principal est donc de soutenir et encourager l'implication et la performance d'un écosystème d'individus engagés, d'autorités nationales et d'organisations œuvrant à des réponses adaptées à toutes les populations affectées par les trois pandémies. L'Initiative est pleinement consciente que l'atteinte des cibles de lutte contre les pandémies de l'objectif 3 des ODD 2030 au cœur de son mandat est impossible sans le renforcement des systèmes de santé, notamment dans les pays les plus fragiles.

Ensemble avec le partenariat du Fonds mondial, L'Initiative souhaite s'engager pour des systèmes de santé, y compris les systèmes communautaires, plus accueillants, abordables et accessibles, offrant des services de meilleure qualité centrés sur la personne.

La pandémie de la Covid -19 l'a montré, les systèmes de santé doivent aussi être plus résistants face aux crises sanitaires afin de ne pas annuler les progrès atteints sur les maladies.

Depuis sa création, L'Initiative met donc le renforcement des systèmes de santé au cœur de sa stratégie et de ses interventions. Ses efforts ne peuvent être efficaces qu'en travaillant en étroite collaboration avec les pays et les partenaires, en premier lieu le Fonds mondial.

Le présent appel à projets lancé par L'Initiative se veut donc complémentaire des investissements effectués par le Fonds mondial et financera des projets de renforcement des systèmes pour la santé alignés sur la stratégie du Fonds mondial (2023-2028)¹.

L'Initiative s'est engagée dès 2016 avec Expertise France, le MEAE et le FM pour une **intégration transversale du genre dans l'ensemble de ses activités**, notamment dans ses appels à projets et les projets qu'elle finance². En effet, le renforcement des systèmes de santé ne peut s'envisager de manière durable qu'au travers de l'égalité de genre, du respect et de la promotion des droits humains.

En ligne avec les conventions internationales³, la constitution de l'OMS⁴ et le document d'orientation du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères sur les droits humains et le développement intitulé « une approche de la coopération au développement fondée sur les droits humains », il est également primordial que les projets proposés intègrent **une approche fondée sur les droits humains** pour la conception, la mise en œuvre et la coordination de projet. Ils devront veiller de manière spécifique à rendre les bénéficiaires des projets acteurs et actrices de leur propre développement⁵, favoriser la mise en œuvre des obligations internationales des États, de respecter, de protéger et de mettre en œuvre les droits humains. Cette approche fondée sur les droits humains devra également veiller à agir en faveur du refus des discriminations, du respect des minorités, de l'égalité entre les femmes, les hommes, et les personnes ne se reconnaissant pas dans les normes de genre, et enfin de la protection des populations en situation de vulnérabilité en accord avec la stratégie de la France en Santé mondiale.

3. OBJET DU PRESENT APPEL A PROJETS

Le présent appel à projets ambitionne de sélectionner des projets complémentaires et/ou en soutien des investissements du Fonds mondial, contribuant à la construction ou au renforcement d'un système de santé au niveau communautaire et national, pérenne et résilient, sensible au genre, qui permet l'accès équitable des populations à des services de qualité, notamment par la lutte contre les trois pandémies.

Ces projets doivent être à visée catalytique, c'est à dire en capacité de faire évoluer les pratiques et / ou les politiques. L'anticipation d'un potentiel passage à l'échelle⁶ ainsi que l'intégration durable des bonnes

¹ Stratégie du Fonds mondial 2023-2028 : <https://www.theglobalfund.org/fr/strategy/>

² L'Initiative a notamment développé un Webinaire Genre à destination des expertes et des experts techniques pour leur permettre de prendre en compte le genre dans leurs missions d'assistance technique. Ce Webinaire est composé de quatre outils : une vidéo d'introduction et de présentation, et de trois modules « Genre et pandémies », « Genre et type d'appui » et « Genre et méthodologies de mission ». Conçu pour le Canal d'expertise, cet outil pourra également être utile dans le développement et la mise en œuvre de projets. Vous y trouverez également une bibliographie indicative. Le Webinaire est consultable ici : <https://www.initiative5pour100.fr/encourager-prise-en-compte-du-genre>

³ L'Article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme dispose que « toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires... »

⁴ La Constitution de l'OMS établit que « la possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain ».

⁵ Cible 16.7 des ODD : « Faire en sorte que le processus de prise de décisions soit souple, ouvert à tous, participatif et représentatif à tous les niveaux ».

⁶ Le passage à l'échelle est appréhendé comme un processus de changement d'un projet. Selon une approche ouverte et évolutive, peuvent être considérés comme passant à l'échelle des projets faisant l'objet de :

- une reprise de leurs activités sur les financements du Fonds mondial
- et/ou d'une duplication et adaptation de leurs activités à d'autres bénéficiaires et/ou à d'autres pays
- au sein d'un même pays faire l'objet d'une extension à d'autres régions/districts/villes.

AGENCE FRANÇAISE D'EXPERTISE TECHNIQUE INTERNATIONALE

40, boulevard de Port-Royal - 75005 Paris - T. : +33 (0)1 70 82 71 06 - www.expertisefrance.fr

pratiques du projet validées par des preuves dans les politiques nationales et régionales de santé publique sera appréciée

L'Initiative est un bailleur qui encourage les approches innovantes et pilotes.

TYPES DE PROJETS ELIGIBLES :

A titre indicatif et non limitant, différents axes peuvent être développés dans les projets :

1. Le renforcement des capacités et des compétences⁷ des acteurs nationaux ou régionaux y compris communautaires, dans un cadre de renforcement des ressources humaines en santé⁸. Les projets de renforcement des capacités et des compétences des acteurs pourront viser, par exemple :

- **A renforcer le lien de coordination et coopération entre les services publics et/ou privés de santé et la riposte communautaire, notamment** dans le domaine des soins de santé primaires, la santé sexuelle et reproductive, infantile, maternelle et des adolescent-es, la prévention et la prise en charge des violences basées sur le genre ;
- **A rendre efficaces et transparents les systèmes de gestion des ressources humaines en santé,** notamment dans le suivi de la performance, des perspectives de carrière, de la formation continue du personnel de santé, leurs rémunérations et l'égalité professionnelle femmes-hommes ;
- **A mettre en œuvre des stratégies de gestion des ressources humaines et notamment de rétention du personnel de santé,** en particulier dans les zones les plus reculées, notamment par la recherche de solutions non monétaires qui ne creusent pas pour autant les inégalités femmes-hommes (F/H) ;
- **A appuyer les acteurs communautaires dans la conception d'interventions efficaces, la fourniture de services de santé et leur évaluation ;**
- **A combler les inégalités femmes-hommes dans l'organisation des systèmes de santé ;**
- **A former le personnel des laboratoires** dans une optique de mise en réseau de ces derniers, avec des objectifs intermédiaires tels que l'amélioration ou le déploiement de diagnostics et du suivi biologique, le partage des données entre laboratoires dans l'ambition d'une consolidation nationale, et la qualification du personnel de ces laboratoires.

2. Le renforcement des systèmes nationaux de gestion des approvisionnements et des stocks des médicaments et produits de santé (GAS) ainsi que le renforcement de la gouvernance pharmaceutique⁹ y compris dans leurs liens avec les agences nationales et régionales du médicament. Ces projets pourront viser, par exemple :

- **A améliorer la production et l'échange de données de qualité** permettant de mieux quantifier et planifier les approvisionnements pour une accessibilité et disponibilité optimales ;

Quelle que soit la modalité de passage à l'échelle, l'objectif est de maximiser les effets ou l'impact du projet et de répondre à des besoins croissants, partiellement couverts ou non couverts.

⁷ Pour aller plus loin, il est recommandé aux candidats de consulter les ressources disponibles sur le site de L'Initiative, notamment les évaluations transversales « Renforcement de capacités de la société civile » et « Renforcement des compétences du personnel de santé » : <https://www.initiative5pour100.fr/documents/renforcement-de-societe-civile-vis-vis-du-fonds-mondial-202> <https://www.initiative5pour100.fr/documents/renforcement-des-competences-du-personnel-de-sante-204>

⁸ La définition retenue est celle adoptée par le Fonds mondial dans sa note technique sur les ressources humaines en santé Technical Brief: Strategic Support for Human Resources for Health, Geneva, December 15th 2016.

⁹ Pour aller plus loin, il est recommandé aux candidats de consulter l'évaluation transversale « Gestion des approvisionnements et des stocks des produits de santé » téléchargeable sur le site de L'Initiative : <https://www.initiative5pour100.fr/documents/gestion-des-approvisionnement-et-des-stocks-des-produits-de-sante-270>

- **A garantir la qualité et la sécurité des produits de santé disponibles** par le renforcement des systèmes d'assurance qualité sur toute la chaîne ;
- **A améliorer l'utilisation des médicaments et produits de santé de qualité, sûrs et efficaces** : application de bonnes pratiques de prescription, dispensation et consommation, le renforcement des activités nationales de surveillance du marché des médicaments et produits de santé, le renforcement du leadership et des capacités nationales.

3. L'alignement des programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme avec les programmes de santé sexuelle et de la reproduction¹⁰, de la santé des mères, des enfants et des adolescent-es et les plateformes de prestation de services intégrés à tous les niveaux du système de santé y compris communautaire.

Ces projets pourront par exemple :

- **Viser l'intégration des services de santé sexuelle, reproductive et des services de prise en charge du VIH, de la tuberculose et du paludisme dans les politiques nationales de santé élaborées par les autorités nationales de santé et les agences dédiées ;**
- **Promouvoir une approche intégrée centrée sur la personne** de la riposte aux trois pandémies (VIH, tuberculose et paludisme) notamment par l'intégration des travailleurs communautaires aux systèmes de santé nationaux ;
- **Renforcer les capacités et les compétences des personnels de santé pour assurer une prise en charge intégrée** des soins de santé ;
- **Renforcer les réseaux de laboratoires** : faisant partie intégrante des systèmes de santé, la mise en réseau des laboratoires de l'ensemble de la pyramide sanitaire peut être renforcée à différents niveaux, tels que le transport d'échantillons, le partage de données, le renforcement des rôles des Laboratoires Nationaux de Référence.

Ces projets pourront viser, par exemple :

- **A renforcer les systèmes de surveillance des maladies** et notamment l'utilisation de données numériques en temps réel et la capacité de détection ;
- **A prendre en compte la menace de la résistance** aux médicaments et aux insecticides ;
- **A intégrer dans un réseau unique** l'ensemble des services de diagnostic pour améliorer les activités essentielles de surveillance clinique et épidémiologique du pays ;
- **A renforcer les capacités de première ligne** pour la détection précoce et une réponse rapide aux épidémies et pandémies au niveau des établissements et des communautés ;
- **A améliorer le réseau de transport d'échantillons** en garantissant la sécurisation de toute la chaîne du prélèvement et le soutien au retour des résultats ;
- **A améliorer une démarche qualité harmonisée** des laboratoires en charge de produire les diagnostics (gestions des déchets, développement de procédures, de protocoles, développement d'outils de gestion des stocks, etc.).

¹⁰ Prévention, dépistage et traitement du Papillomavirus humain (HPV) et des cancers associés ou de toute autre infection sexuellement transmissible, lutte contre les violences gynécologiques et obstétricales ou les mutilations sexuelles, hygiène menstruelle, accessibilité/qualité/disponibilité/acceptabilité des produits et services de contraception/planification familiale (y compris l'avortement sécurisé), éducation complète à la sexualité, mutilations sexuelles etc.

4. **Le renforcement des systèmes d'information sanitaires**, avec une attention particulière à la production et l'utilisation de données sanitaires sécurisées, de qualité, opportunes, transparentes, interopérables, dans le respect des droits humains et en vertu des 14 principes éthiques de l'utilisation primaire et secondaire des données de santé adoptés et promus en santé mondiale par l'Union européenne¹¹.

Ces projets pourront viser par exemple :

- **A améliorer la réactivité des systèmes d'information sanitaire en lien avec les agences sanitaires nationales et régionales, pour produire des données de qualité disponibles, échangeables et comparables** à tous les niveaux, en vue de renforcer l'utilisation des données pour la planification, la préparation des requêtes de financements et la prise de décisions ;
- **A améliorer la collecte de données de qualité infranationales essentielles**, via le développement d'outils et de méthodes de collectes adaptés, notamment pour les populations-clés, l'épidémiologie, l'état des stocks et risques de ruptures, l'état des lieux des ressources humaines en santé disponibles, et les activités menées de manière décentralisée par le personnel de santé et les organisations communautaires ;
- **A intégrer les multiples systèmes de collecte de données dans un système d'information sanitaire national unique** afin d'améliorer la prise de décisions ;
- **A renforcer les capacités des personnels de santé dans la collecte, la curation, la gestion et l'analyse des données.**

Ces projets devront prêter une attention particulière à la confidentialité et la sécurité des données. Cela comprend les bases de données, les outils d'analyse et les infrastructures de gestion de données ainsi que le contrôle de l'accès à ces données de santé.

Nous attirons l'attention des porteurs principaux sur les points suivants :

- Cohérence et synergies avec l'existant :
 - Les projets doivent porter une attention particulière à **la cohérence et à la synergie avec les interventions des différentes parties prenantes dans le pays** ;
 - Lorsque les politiques, les plans et les stratégies nationaux existent, **les projets devront démontrer qu'ils sont alignés sur ces politiques, plans et stratégies**. Si ces derniers n'existent pas, la priorité sera donnée au soutien à leur développement.
- Recours aux nouvelles technologies :
 - **L'utilisation des nouvelles technologies sera particulièrement appréciée**. Les projets pourront avoir recours à tous les outils permettant une bonne gestion du déploiement des ressources humaines sur le territoire, tels que les modalités d'e-learning, la télémédecine, la e-santé, l'informatisation des dossiers des patient-es et les outils permettant aux personnels de santé de prendre des décisions informées. Les inégalités socio-économiques, générationnelles et de genre que peuvent impliquer ces nouvelles technologies devront être anticipées et prises en compte.

¹¹ Principes disponibles ici : [European Ethical Principles for Digital Health](#)

- Pour les projets de formation :
 - Il sera demandé aux porteurs principaux de justifier du **niveau de qualification initial des personnels que le projet devra former, de fournir les informations nécessaires pour juger de la pertinence des formations proposées**, de leur adéquation aux besoins des personnels de santé, du choix des bénéficiaires de ces formations, et de la logique qui sous-tend le projet (référentiel métier-connaissances-compétences) ;
 - Une attention particulière sera portée à **l'ingénierie pédagogique**, notamment en s'assurant du suivi des formations, de la consolidation des acquis, de l'évaluation des compétences ciblées. Il sera également demandé d'explicitier comment seront appliquées et mises en œuvre les formations pour avoir un impact durable dans les structures (par exemple sur l'organisation de services, la prestation de services nouveaux, le développement d'outils), et comment cela sera suivi. Ces formations devront intégrer les enjeux de genre dans la thématique abordée ;
 - Les formations qualifiantes ou certifiantes sont fortement recommandées.
- Pour les projets Gestion des Approvisionnements et des stocks de produits de santé (GAS)
 - Repenser les stratégies de configuration et de planification de l'approvisionnement post-pandémique pour diminuer l'impact des défis et perturbations conjoncturelles majeures (géopolitiques, sécuritaires, pandémie, énergétiques, logistiques, etc.) ;
 - Renforcer le positionnement, le rôle, l'autonomie de gestion et financière, ainsi que les compétences des acteurs centraux de la chaîne GAS, tels que les ARP, les CNA et les organes de contrôle (LNCQM), et la coordination opérationnelle entre ces acteurs ;
 - Privilégier l'approche mono-pays avec des porteurs locaux ayant des capacités avérées et une bonne connaissance du terrain de l'intervention ;
 - Instaurer un plan exhaustif de contingence / de gestion des risques et décrire les activités externes contribuant à la réalisation des résultats escomptés en tant qu'hypothèses de travail afin de les suivre et les évaluer.
- **Les projets présentés peuvent comporter des activités de recherche opérationnelle (par exemple la constitution d'une baseline, la vérification d'une approche ou d'outils innovants, l'utilisation des méthodologies en sciences humaines et sociales** pour démontrer la pertinence et l'efficacité de la démarche engagée), mais celles-ci ne pourront néanmoins pas être majoritaires dans le projet.
- Afin de proposer des stratégies d'action pertinentes, il est primordial que les projets proposés **intègrent une approche genre transversale** pour la conception, la mise en œuvre et la coordination de projet. Ils devront prendre en compte de manière spécifique les besoins des femmes, des hommes et des personnes ne se reconnaissant pas dans les normes de genre, s'efforcer de combler les inégalités existantes et de transformer les rôles attribués par la société aux hommes et aux femmes ainsi que les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes, qui renforcent ces inégalités, notamment dans les vulnérabilités aux pandémies et l'accès aux soins. Cette approche genre s'applique également aux systèmes de santé, en œuvrant à la participation effective des femmes au sein des systèmes de santé et en visant à proposer des services et produits de qualité à chaque population spécifiquement. Pour cela, L'Initiative encourage fortement les porteurs principaux à développer des **projets ayant un objectif spécifique voire l'objectif général** - explicitement consacré à la promotion des droits des femmes et l'égalité de genre.

4. CRITERES D'ADMISSIBILITE

Les projets ne respectant pas la totalité des critères d'admissibilité seront jugés non admissibles et seront rejetés sans être évalués. A cet effet, une checklist des critères est jointe au présent règlement.

Dans le cadre de cet appel à projets, il convient de distinguer trois types de participations possibles à chaque projet :

- Le « porteur principal » est l'organisme qui dépose la lettre d'intention, puis le dossier complet en cas de présélection, et qui sera récipiendaire unique de la subvention de L'Initiative ;
- Les « partenaires de mise en œuvre », qui sont impliqués dans la conception et la mise en œuvre du projet et qui doivent recevoir une délégation budgétaire de la part du porteur principal. Le projet doit être exécuté avec au moins un partenaire de mise en œuvre ;
- Les « parties prenantes », autres organisations associées au projet mais sans recevoir de délégation budgétaire (autres bailleurs, bénéficiaires, institutions nationales ...).

Expertise France vérifiera dans un premier temps que chaque projet soumis répond à l'ensemble des critères d'admissibilité suivants :

4.1 NOMBRE LIMITE DE CANDIDATURES

Pour le présent appel à projets, une organisation ne peut être porteur principal que sur deux projets au maximum.

Par ailleurs, une organisation ne peut soumettre en tant que porteur principal que trois projets sur l'ensemble des appels à projets de 2023 de L'Initiative. Il n'y a pas de limite de participation en tant que partenaire de mise en œuvre ou partie prenante.

4.2 DUREE

La durée des projets doit être comprise entre 36 et 60 mois.

4.3. MONTANT DEMANDE, COFINANCEMENT ET CAPACITES DE GESTION

4.3.1. MONTANT DEMANDE ET COFINANCEMENT

Le montant total de la subvention de L'Initiative devra couvrir au moins 50 % du budget du projet et sera compris entre 650 000 € et 5 000 000 €.

L'inclusion d'un cofinancement¹² d'au moins 10 % du budget total du projet est obligatoire pour les structures dont le total des charges annuelles (dépenses) est supérieur à 5 millions d'euros. **Pour cet appel à projets, le**

¹² Sur fonds propres ou externes (autre bailleur de fonds). Les valorisations en termes de ressources humaines, mobilières ou immobilières sont acceptées.

total des charges (dépenses) est établi sur la base du rapport financier 2021 complet (compte de résultat et bilan), validés en Assemblée Générale ou toute autre instance de gouvernance. Si le co-financement n'est toutefois pas encore acquis au moment du dépôt du projet, il conviendra de le mentionner sur les formulaires (lettre d'intention et formulaire administratif). Il est à noter que le cofinancement sera obligatoirement demandé en cas de présélection de votre projet.

L'inclusion d'un cofinancement sera jugée de façon favorable pour toutes les autres structures.

Dans la situation où le projet soumis bénéficierait d'un cofinancement de l'AFD ou d'Expertise France, confirmé ou envisagé, ou de tout autre soutien bilatéral français d'ordre financier ou humain, le porteur devra :

- présenter en toute transparence les caractéristiques du projet et de son financement dès l'étape de la note d'intention (acquis, demandé, période, type de contrat, référence, etc.) et,
- en cas de co-financement avec un autre acteur français, prévoir une concertation entre les co-financeurs français en amont de la validation du financement afin de répondre au mieux aux exigences de redevabilité vis-à-vis de nos tutelles et de prévention des risques de double-financement.

4.3.2. CAPACITES DE GESTION

Le porteur principal doit disposer des capacités de gestion suffisantes pour gérer le budget demandé.

Le coût moyen annuel du projet¹³ **ne devra pas excéder 70 %** du total des charges annuelles (dépenses) du porteur principal. **Pour cet appel à projets, le total des charges (dépenses) est établi sur la base du rapport financier 2021 complet (compte de résultat et bilan), validés en Assemblée Générale ou toute autre instance de gouvernance.**

Par exemple, pour une organisation dont le total des charges (dépenses) figurant dans leur rapport financier 2021 complet (compte de résultat et bilan) est égal à 1 million d'euros, le montant total du projet ne devra pas excéder 700 000 euros en moyenne par an, soit un total de 2,1 millions d'euros sur 36 mois, de 2,8 millions d'euros sur 48 mois ou de 3,5 millions d'euros sur 60 mois.

4.4. PAYS ELIGIBLES DE MISE EN OEUVRE

Les projets devront être mis en œuvre exclusivement dans les pays suivants :

- | | |
|----------------------|---------------|
| ▪ Algérie | ▪ Liban |
| ▪ Bénin | ▪ Liberia |
| ▪ Birmanie / Myanmar | ▪ Madagascar |
| ▪ Burkina Faso | ▪ Maroc |
| ▪ Burundi | ▪ Maurice |
| ▪ Cambodge | ▪ Mauritanie |
| ▪ Cameroun | ▪ Moldavie |
| ▪ Cap-Vert | ▪ Mozambique |
| ▪ Comores | ▪ Niger |
| ▪ Congo | ▪ Philippines |

¹³ Calculé sur la base du budget total du projet et non sur la part demandée à L'Initiative.

- Côte d'Ivoire
- Djibouti
- Ethiopie
- Gabon
- Gambie
- Géorgie
- Ghana
- Guinée
- Guinée équatoriale
- Guinée-Bissau
- Haïti
- Indonésie
- Kenya
- Laos
- République centrafricaine
- République démocratique du Congo
- République dominicaine
- Rwanda
- Sénégal
- Sierra Leone
- Tanzanie
- Tchad
- Thaïlande
- Togo
- Tunisie
- Ukraine
- Vietnam
- Zambie

4.5. COUVERTURE GEOGRAPHIQUE

Les projets soumis pourront être mis en œuvre dans un seul ou plusieurs pays. Les projets ne sauraient excéder 3 pays de mise en œuvre sauf s'ils sont adossés à un réseau ou une organisation régionale non-étatique préexistante¹⁴. Dans ce dernier cas, la proposition de projet ne doit pas excéder 5 pays de mise en œuvre. Les projets multi-pays devront s'insérer dans une dynamique régionale clairement justifiée.

4.6. STATUT ET PARTENARIATS POUR PRETENDRE A UNE SUBVENTION

*L'Initiative encourage la mise en place des projets en partenariat multidisciplinaires **et avec une diversité d'acteurs dont les décideurs, acteurs de la recherche, la société civile et le secteur privé.***

Conditions à remplir pour pouvoir prétendre à une subvention :

- Le projet doit avoir comme porteur principal une personne morale ayant son conseil d'administration/ son comité dirigeant et son siège enregistrés dans un pays éligible ou en France. Les Organisations Internationales¹⁵, à l'exception des organisations régionales non étatiques, ne pourront être ni porteur principal ni partenaire de mise en œuvre du projet ; elles pourront cependant être parties prenantes sans recevoir de délégation budgétaire ;
- Le porteur principal doit avoir une existence juridique d'au moins 3 ans au moment du dépôt du projet ;
- Les « partenaires de mise en œuvre » doivent recevoir une délégation budgétaire de la part du porteur principal ;
- Les projets mono-pays doivent obligatoirement être exécutés avec au moins un partenaire de mise en œuvre enregistré dans le pays du projet ;

¹⁴ Il s'agit des réseaux régionaux et des plateformes régionales.

¹⁵ Organisation des Nations Unies et agences associées, organisations étatiques régionales.

- Les projets multi-pays, doivent être exécutés avec au moins un partenaire de mise en œuvre dans chacun des pays. Si le porteur principal est enregistré dans l'un des pays de mise en œuvre, alors il n'a pas l'obligation d'avoir de partenaires de mise en œuvre dans ce pays ;
- Des organisations pourront être partenaires de mise en œuvre, même si leur conseil d'administration /le comité dirigeant et le siège sont enregistrés dans un pays non éligible. Ceci à condition que la collaboration avec le porteur principal soit avérée et solide et que le budget qui leur est délégué ne dépasse pas au total 15 % de la subvention d'Expertise France, quel que soit le nombre de partenaires de mise en œuvre enregistrés dans un pays non-éligible ;
- Le porteur principal comme les partenaires de mise en œuvre ne doivent pas avoir de dispositions statutaires qui n'autoriseraient pas Expertise France ou tout auditeur externe désigné par Expertise France à effectuer des contrôles et vérifications sur place et à avoir un droit d'accès approprié aux sites et aux locaux où le projet sera réalisé, y compris à tous les documents et données informatisés concernant la gestion technique et financière du projet.

4.7. COMPLETUDE

Les dossiers soumis devront comprendre l'intégralité des documents et informations demandées dans la **section 8**. Tout dossier incomplet sera rejeté d'emblée. Les documents manquants ne seront pas réclamés a posteriori auprès des porteurs principaux.

4.8 RENOUVELLEMENT DE PROJETS

Dans le cas où le projet proposé constitue la poursuite ou l'extension d'un projet précédemment financé par L'Initiative, le dossier devra comporter une fiche présentant ses résultats et les évolutions envisagées eu égard aux résultats de la phase précédente (**cf. annexe 3**). En cas de présélection, les documents complets et notamment l'évaluation finale seront demandés.

5. ELIGIBILITE DES COUTS

Sont **éligibles** notamment les coûts directs suivants :

- Les coûts du personnel affecté au projet, correspondant aux salaires réels (bruts) augmentés des charges patronales et de tout coût entrant dans la rémunération. Ils ne doivent pas excéder les salaires et coûts normalement supportés par le porteur principal ou le cas échéant ses partenaires, à moins d'une justification a priori indiquant que les excédents sont indispensables à la réalisation du projet ;
- Les frais de voyage et de séjour du personnel et d'autres personnes participant au projet, pour autant que la solution retenue soit financièrement saine et économiquement avantageuse. Pour les perdiem : le montant du perdiem par nuitée devra être au maximum égal au taux fixé par le Ministère français de l'Économie et des Finances (disponible ici : http://www.economie.gouv.fr/dgfip/mission_taux_chancellerie/frais), à l'exception des perdiem pour les personnels et participants nationaux qui sont fixés en accord avec Expertise France. Pour les transports : les transports devront être réalisés en classe économique, hors autorisation spécifique préalable d'Expertise France donnée par écrit ;

- Les coûts d'achat ou de location d'équipements, de logiciels et de fournitures (neufs ou d'occasion) spécifiquement pour les besoins du projet, pour autant que ces coûts correspondent à ceux du marché, y compris leur maintenance ;
- Les coûts de prestation de services, pour autant qu'ils correspondent à ceux du marché, et qu'ils soient justifiés par rapport aux besoins du projet ;
- Les coûts de biens consommables ;
- Les coûts découlant directement d'exigences pour la bonne réalisation du projet (par exemple diffusion d'informations, traductions, reproductions, assurances...), y compris les frais de services financiers (notamment le coût des transferts et des garanties financières) prévus dans le budget ;
- Les dépenses de construction de bâtiments, de réhabilitation ou de mise aux normes, nécessaires à la mise en œuvre d'activités spécifiques, y compris permettant de réduire la dépendance aux énergies fossiles ;
- Les achats de véhicules indispensables à la mise en œuvre d'activités essentielles au bon fonctionnement du projet ;
- Les coûts relatifs aux activités de prévention, de diagnostic et de prise en charge des patients au niveau communautaire à la condition qu'ils ne soient pas déjà entièrement couverts par le Fonds mondial, d'autres partenaires ou par les autorités nationales ;
- Les produits de santé, uniquement dans le cadre d'activités pilotes ou innovantes ayant vocation à un passage à l'échelle ou relevant de l'éventuel volet de recherche opérationnelle ;
- Les coûts (ressources humaines et activités) dédiés au suivi-évaluation et à la capitalisation doivent représenter entre 5 et 10 % du budget global du projet et inclure au moins le coût d'une évaluation intermédiaire pour les projets dont le budget demandé à L'Initiative est supérieur ou égal à 1 million d'euros ;
- Le budget peut inclure une provision pour imprévus de 5 % maximum et peut prévoir une ligne de frais administratifs jusqu'à 7 %.

Ne sont pas éligibles :

- Les salaires de fonctionnaires ou tous autres salaires déjà financés par d'autres programmes, notamment ceux du Fonds mondial ;
- Les frais de fonctionnement des Instances de Coordination Nationale (ICN) ou *Country Coordinating Mechanisms* (CCM) ;
- Les frais de structure autres que les frais administratifs (7 % maximum) ;
- Les dettes et les provisions pour pertes ou dettes ;
- Les intérêts débiteurs ;
- Les coûts déjà financés dans un autre cadre ;
- Les achats de terrains ou d'immeubles ;
- Les pertes de change ;
- Les crédits à des organismes tiers ;
- Les frais de transport et indemnités de séjour de personnels d'Expertise France ;
- Les financements en cascade non autorisés («regranting» ou sous-subsventions). Cependant, la mise en œuvre du projet en partenariat avec d'autres structures impliquant des transferts financiers est possible, sous réserve :
 - que les partenariats soient exposés dans les différents documents de l'appel à projets (notamment dans le plan d'action, le budget, le tableau de gestion des risques) ;

- que les coûts prévisionnels correspondant à leur intervention aient été détaillés au même titre que les autres coûts prévisionnels du projet.

Nous portons notamment votre attention sur les deux éléments suivants :

- Pour les projets dont le budget demandé à L'Initiative est supérieur ou égal à 1 million d'euros, une **évaluation intermédiaire** doit être programmée et budgétée dans les coûts (ressources humaines et activités) liés au suivi-évaluation et à la capitalisation. Il est recommandé que le budget consacré à l'évaluation intermédiaire représente entre 2 et 3 % du budget du projet, sans dépasser 50 000 €.
- Une évaluation finale externe pourra être pilotée par L'Initiative sur certains projets. Aucune évaluation finale ne doit donc être incluse dans le budget des projets.

6. CRITERES D'EVALUATION

Le processus de sélection des projets comporte deux phases.

Durant la phase 1, les projets feront l'objet d'une présélection sur la base de lettres d'intention. Durant la phase 2, les projets des porteurs principaux présélectionnés recevront le dossier type de soumission des projets complets. Ces projets complets feront l'objet d'une instruction et seront ensuite présentés au comité de sélection au mois d'octobre 2023.

6.1 Phase 1

Critères d'évaluation de la phase 1 :

- Conformité des objectifs du projet par rapport à l'appel à projets ;
- Sélection des bénéficiaires du projet pertinente et cohérente par rapport à leurs besoins ;
- Pertinence de la stratégie proposée et des modalités d'intervention ;
- Démarche claire de renforcement de capacité et de compétences ;
- Intégration d'une approche genre transversale ;
- Logique de renforcement et de complémentarité avec les subventions du Fonds mondial ;
- Pertinence et cohérence géographique, notamment dans le cadre de projets multi-pays ;
- Pertinence du partenariat : choix des organismes locaux établis dans le ou les pays de mise en œuvre ; et implication des partenaires de mise en œuvre dans la conception du projet et la mise en œuvre de ses activités ;
- Budget demandé et capacité de gestion : cohérence de l'enveloppe budgétaire demandée et les activités prévues du projet ; l'appréciation de l'équipe dédiée à la gestion administrative et financière au sein de la structure, et enfin la capacité de l'organisation à gérer des financements similaires.

La grille d'examen synthétique des lettres d'intention avec la pondération de chaque critère est publiée sur le site de L'Initiative: <https://www.initiative5pour100.fr/appel-propositions>

6.2 Phase 2

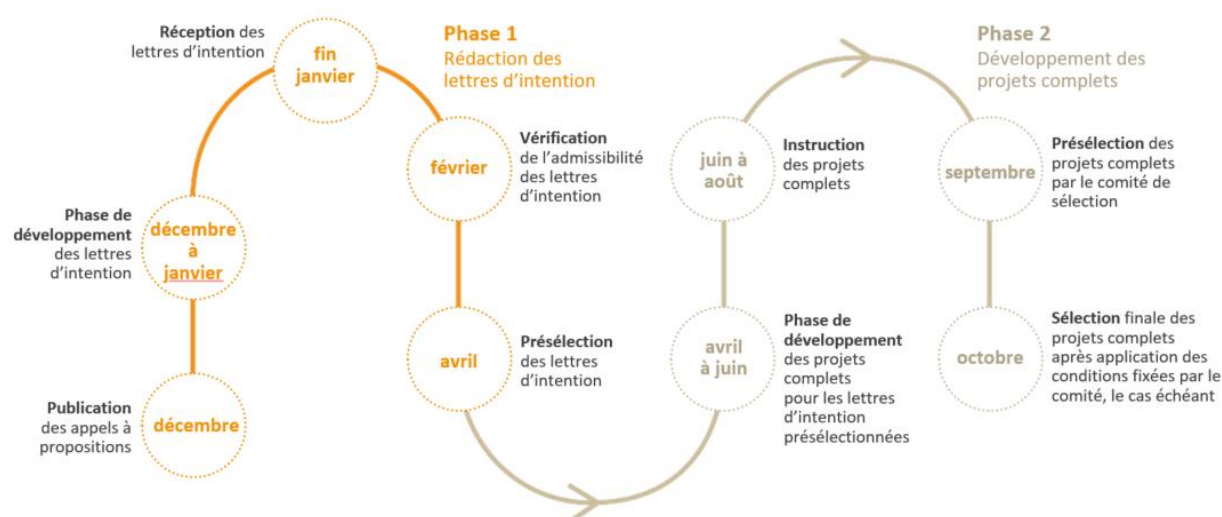
Lors de la phase 2, les éléments suivants seront déterminants dans le choix des projets sélectionnés pour financement (**ces éléments seront détaillés aux porteurs principaux présélectionnés à l'issue de la phase 1 et sont ici fournis à titre indicatif**) :

- **Contexte** : qualité du diagnostic et réponse aux besoins identifiés (pertinence géographique, valeur ajoutée, alignement avec les plans stratégiques nationaux, complémentarité avec des interventions déjà existantes...).
- **Complémentarité et articulation avec les subventions du Fonds mondial**. Une lettre de soutien du ou des CCM des pays concernés sera jugée de façon favorable.
- **Forte association et implication des partenaires de mise en œuvre et des parties prenantes**. Pertinence de la répartition des activités en fonction du secteur d'intervention, de l'expertise et des capacités de gestion de chaque porteur principal et des partenaires de mise en œuvre.
- **Logique d'intervention** :
 - Pertinence des objectifs (général et spécifiques) du projet ;
 - Cohérence des activités avec les résultats attendus ;
 - Choix et implication des bénéficiaires, équilibre en termes de genre.
- **Renforcement des compétences et des capacités** : s'appuyant sur une méthodologie structurée (analyse des besoins, baseline et cibles attendues, approche pédagogique (exemple : articulation entre théorie et pratique, plan de formation, évaluations des acquis, transfert des connaissances dans les pratiques).
- **Dispositif solide de suivi et évaluation du projet** : solidité et structuration du cadre logique, qualité des indicateurs, ressources humaines et matérielles dédiées au suivi-évaluation, plan de suivi-évaluation, intégration de l'évaluation intermédiaire si le montant du projet l'impose, démarche de capitalisation systématisée dès le début et tout au long du projet pour faciliter le passage à l'échelle de bonnes pratiques et le partage de leurs résultats. Des ressources méthodologiques seront mises à disposition par L'Initiative pour accompagner les futurs porteurs.
- **Stratégie de sortie : durabilité des résultats du projet au-delà des activités financées**. Des pistes concrètes de pérennisation financière et institutionnelle seront décrites.
- **Approche transversale sensible au genre et aux droits humains**, et prise en compte des besoins spécifiques des femmes, des hommes, et des personnes ne se reconnaissant pas dans les normes de genre, pour combler les inégalités et transformer les rôles attribués par la société qui augmentent les vulnérabilités aux pandémies et l'accès aux soins.
- **Budget** : cohérence générale par rapport aux activités prévues, répartition entre porteur principal et partenaires de mise en œuvre, éligibilité des coûts, rigueur des calculs. Une attention particulière sera portée sur la part du budget annuel du porteur déjà financée par L'Initiative.
- Une étude sur les capacités de gestion du porteur sera établie sur la base des informations de l'organisation, de son expérience, de son système comptable en place, de sa capacité financière et de ses capacités organisationnelles.

- **L'inclusion d'expertise technique dans le but de renforcer les capacités organisationnelles et/ou techniques¹⁶ du porteur principal et/ou des organisations partenaires sera jugée de façon favorable, dès lors que les besoins identifiés seront décrits et justifiés dans la proposition de projet.**
- Enfin, L'Initiative, sans en faire un critère d'évaluation, encourage les porteurs à intégrer les préoccupations environnementales et de santé dès la phase d'élaboration du projet et tout au long de sa mise en œuvre : limitation des déplacements en avion ou en voiture, construction ou réhabilitation de bâtiments avec des normes améliorées de résistance aux événements naturels extrêmes, construction/réhabilitation de bâtiments à forte efficacité énergétique d'ensemble (y compris thermique) et permettant de réduire la dépendance aux énergies fossiles.

7. SELECTION DES PROJETS

7.1. Calendrier



7.2 Comité de sélection

Le Comité de Présélection¹⁷ est composé des membres du comité de pilotage de L'Initiative.

Le secrétariat du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme est également invité à participer au Comité de Présélection.

Les décisions du comité sont discrétionnaires et ne peuvent pas faire objet d'un recours.

¹⁶ Approche Genre, Suivi et Evaluation, Gouvernance, Gestion Financière, etc.

¹⁷ La composition de ce comité peut être sujette à modification.

La convention de subvention pour chaque projet sélectionné par le Comité de Présélection de L'Initiative devra être signée et la mise en œuvre du projet devra démarrer dans les 12 mois à compter de la date de notification de sélection. Le financement des projets ne satisfaisant pas ces conditions sera désengagé.

Expertise France se réserve la possibilité d'exclure, du présent appel à projets, tout projet, s'il est démontré par tous moyens que le contenu de ce dernier :

- Présente de fortes similarités avec une source tierce (étude, autre projet, etc.), sans que crédit soit donné à cette source tierce ;
- Ou est similaire en tous points avec une source tierce (étude, autre projet, etc.), sans que crédit soit donné à cette source tierce.

8. DOSSIERS DE PROPOSITION : DOCUMENTS A FOURNIR

Les modèles mentionnés ci-dessous sont disponibles en français et en anglais sur le site de L'Initiative : <https://www.initiative5pour100.fr/appele-propositions> .

Les dossiers de propositions devront être rédigés en français ou en anglais et devront inclure les documents ci-dessous :

- 1. La **lettre d'intention** (selon le nouveau modèle fourni en annexe 1)
- 2. Le **formulaire administratif** (selon le modèle fourni en annexe 2)
- 3. La **fiche de résultats** (selon le modèle fourni en annexe 3)
- 4. La **copie des statuts** de l'organisme porteur principal (en français ou en anglais)
- 5. La preuve d'enregistrement de l'organisation dans le pays avec l'adresse de domiciliation du porteur
- 6. **Rapport financier 2021 complet (compte de résultat et bilan), validé en Assemblée Générale ou toute autre instance de gouvernance**
- 7. Le **budget prévisionnel** de l'organisme porteur principal pour l'année 2023
- 8. Le **dernier rapport d'activités** annuel
- 9. Le **dernier rapport d'audit** validé. Veuillez noter que ce rapport sera obligatoirement demandé en cas de présélection de votre projet
- 10. Les **lettres d'engagement** pour chacune des organisations partenaires intervenant dans la mise en œuvre du projet. Veuillez noter qu'elles seront obligatoirement demandées en cas de présélection de votre projet.

9. MODALITES DE SOUMISSION DES DOSSIERS DE PROPOSITION

Les dossiers complets de proposition devront être téléversés sur le Cloud d'Expertise France avant **le 24 janvier 2023 à 12h00 (heure de Paris - UTC+1)** (date et heure de téléversement faisant foi).

Les porteurs principaux devront faire la **demande d'un lien d'accès au Cloud jusqu'au 20 janvier 2023** inclus via le formulaire de demande de lien (disponible ici : [Formulaire demande de lien- AAP 2023](#)). En cas de difficultés, les porteurs peuvent envoyer un email à l'adresse suivante : aap.linitiative@expertisefrance.fr. Un email contenant le lien et les codes d'accès sera envoyé en réponse, dans les plus brefs délais. Ce lien permettra à chaque porteur principal d'accéder à un espace individuel sur le Cloud, auquel seuls le porteur principal et les administrateurs de L'Initiative auront accès, et d'y télécharger les dossiers de proposition. **Les demandes de lien d'accès envoyées après le 20 janvier seront refusées.**

Un seul lien d'accès sera créé et envoyé au porteur principal par projet, et sur demande uniquement.

Le Cloud sera ouvert pour le téléchargement des dossiers de proposition **jusqu'au 24 janvier 2023 à 12h00 (UTC+1)**.

Il est vivement recommandé de démarrer le téléchargement des documents de la proposition sur le Cloud le plus tôt possible avant l'échéance du 24 janvier 2023 à midi afin de prendre en compte le temps nécessaire au téléchargement, qui peut varier selon la taille des documents et la qualité de la connexion à internet.

Les documents téléchargés **devront impérativement** suivre la nomenclature suivante :

- 1. Lettre d'intention *_numéro appel_initiales du porteur principal*
- 2. Formulaire_administratif *_numéro appel_initiales du porteur principal*
- 3. Fiche de résultats *_numéro appel_initiales du porteur principal*
- 4. Statuts *_numéro appel_initiales du porteur principal*
- 5. Enregistrement de l'organisation *_numéro appel_initiales du porteur principal*
- 6. Rapport financier 2021 *_numéro appel_initiales du porteur principal*
- 7. Budget 2023 *_numéro appel_initiales du porteur principal*
- 8. Rapport activités (*insérer année*) *_numéro appel_initiales du porteur principal*
- 9. Rapport audit (*insérer année*) *_numéro appel_initiales du porteur principal*
- 10. Lettre partenaire (*insérer nom du partenaire*) *_numéro appel_initiales du porteur principal* (Si plusieurs documents, numéroter 10a. 10b. 10c. etc)

10. FOIRE AUX QUESTIONS

L'ensemble des questions relatives à cet appel à projets doivent être envoyées à l'adresse aap.initiative@expertisefrance.fr, par email uniquement, **au plus tard le 16 janvier 2023 à 12h00 (UTC+1)**.

Les réponses aux questions reçues dans les délais impartis seront mises en ligne sur le site de L'Initiative (<https://www.initiative5pour100.fr/actualites>) au fur et à mesure. Il relèvera de la responsabilité des organismes de se tenir informés des réponses dès lors qu'elles seront publiées sur le site de L'Initiative.